

ETABLISSEMENT PUBLIC DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU

DIRECTION DU PATRIMOINE ET DES COLLECTIONS

Marché de prestations de conservation-restauration des œuvres textiles

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

Procédure adaptée n° F_M09_2024

(Définie par les articles L. 2123-1; R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique)

Date limite de remise des offres : lundi 20 janvier 2025, à 12h00

Vincent Cochet

Conservateur en chef du patrimoine

Objet

Ancienne résidence royale et impériale, le château de Fontainebleau abrite plus de 40 000 objets, toutes techniques confondues. La part du textile y est importante, se composant essentiellement d'objets d'ameublement, à savoir :

- dans les espaces ouverts à la visite, avec des ameublements complets, comprenant tapis, tapisseries, tentures, rideaux, sièges avec étoffes tendues ou capitonnées, passementeries, dentelles...
- dans les réserves, où les rideaux, tentures, garnitures textiles de sièges et de lits ou encore la passementerie relevant d'états historiques non retenus ou de dépeçages de couvertures de mobilier sont particulièrement nombreux.
- dans le musée Napoléon I^{er} et les réserves, avec un fonds d'habits et d'accessoires du vêtement et d'armement.

Le présent marché a pour objet les prestations de conservation-restauration des œuvres textiles conservées au sein du musée national du château de Fontainebleau. Il s'inscrit dans le cadre de la politique de conservation-restauration de l'établissement (décret n°2009-279 du 11 mars 2009 créant l'établissement public du château de Fontainebleau) et contribue au projet de chantier des collections dans le cas des œuvres actuellement en réserves.

Les prestations souhaitées, déterminées par le conservateur responsable de la collection de textiles, correspondent notamment à :

- des conseils et préconisations en matière de stockage, emballage et mouvement ;
- des constats d'état et des mesures de première urgence, notamment en cas d'acquisition, de prêts aux expositions, de dégâts, etc.
- des interventions d'entretien des collections exposées et de formation des personnels chargés de leur suivi ;
- des interventions de conservation courantes ou ponctuelles ;
- des interventions de restauration des œuvres afin d'assurer leur présentation et leur préservation ;
- l'assistance à la rédaction de cahiers des charges pour des opérations de restauration fondamentale.

Fonctionnement

Les prestations dites « impératives » comme les tarifs horaires, les tarifs journaliers, la location d'échafaudage, le coût au km dans le cas de transfert et le traitement par anoxie dynamique font l'objet de prix fixés au Bordereau de Prix Unitaire (BPU). Ces prix, fixés au BPU, sont l'unique référence pour le chiffrage de chaque intervention demandée.

Chaque candidat devra également renseigner la Décomposition Quantitative Estimative (DQE) correspondant à divers types d'interventions (Annexe au DQE). Les prix horaires, journaliers, locations d'échafaudage, coût au km et traitement par anoxie devront être conformes aux prix indiqués au BPU. Ce DQE servira de base à la notation du critère « prix » et le détail de la technique choisie ou retenue par le candidat pour exécuter ces interventions servira de base à la notation du critère « valeur technique ».

Interventions

Conditions matérielles et organisation

Selon la nature des objets et des prestations, le titulaire a la possibilité d'intervenir :

- 1 - sur site, par journées ou demi-journées, en particulier dans les salles d'exposition permanente. Les interventions s'effectuent prioritairement en dehors des jours ou horaires d'ouverture au public, soit le mardi, jour hebdomadaire de fermeture, ou avant 9h30 et après 17h30. Les interventions peuvent s'étendre, dans des cas préalablement définis par le conservateur responsable des collections textiles, pendant les horaires d'ouverture du château, en particulier sur les décors portés non déposés. Une organisation spécifique sera alors mise en place avec l'aide de la régie des œuvres et des ateliers d'art.
- 2 - dans un local spécialement aménagé au sein du domaine national du château de Fontainebleau pour servir ponctuellement d'atelier. Le local est mis à disposition du titulaire pour une durée déterminée, par journées ou demi-journées. Selon un programme préalablement établi au commencement de la restauration à mener. Cet atelier se constitue d'un espace situé à rez-de-chaussée, soit une surface de 25 m² équipée de :
 - Un éclairage naturel et un éclairage artificiel type lumière du jour,
 - Un traitement climatique
 - D'une table de travail de 2 x 0.80 m
 - De branchements électriques
 - D'une hotte aspirante
 - D'une armoire pour produits inflammables
 - De sanitaires et d'un point d'eau
- 3 - Dans ses propres locaux. En fonction de la nature et du volume de l'objet et/ou du temps d'intervention, le titulaire peut être autorisé par le conservateur à transporter dans son atelier l'œuvre sur laquelle il doit intervenir.

Il devra présenter les caractéristiques de son local en matière d'équipements et de dispositifs de sécurité et de sûreté et présentera la police d'assurance tout risque couvrant ses locaux (vol, incendie et dégâts des eaux), y compris les risques locatifs chez les tiers et la copie de sa police d'assurance couvrant à hauteur de la valeur déclarée l'objet qui lui est confié.

Le titulaire réalise le transport aller et retour de l'objet.

On entend par journée de prestation une présence de 7 heures sur site, hors pause, et temps d'approche, pendant les heures ouvrables. La demi-journée de travail correspond à 3,5 heures sur site, hors pause, et temps d'approche, pendant les heures ouvrables.

Plans de prévention

Le titulaire s'engage à participer à la rédaction d'un plan de prévention. Afin d'élaborer celui-ci, une inspection préalable avec un représentant de

l'établissement est obligatoire. Les opérations ne peuvent en aucun cas débiter avant la signature du plan de prévention.

Un unique plan de prévention, annuel, qui anticipera toutes les prestations qui pourraient avoir lieu dans l'année, sera établi par le chargé de prévention du site, un représentant de l'EPCF et le titulaire. Ce-dernier s'engage à informer ses salariés des dispositions retenues. En cas de prestations dont les risques n'ont pas été évalués dans le plan de prévention initial, une nouvelle inspection préalable commune sera initiée par l'établissement. Le titulaire s'engage également à ce que ses agents disposent d'une habilitation, autorisation, aptitude et/ou des certificats nécessaires à l'exécution des prestations demandées, des certificats de contrôle et vérifications périodiques des matériels, et, le cas échéant, à fournir lesdits documents sur demande.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par des personnels qualifiés avec du **matériel conforme à la réglementation en vigueur**.

Pendant leur intervention au sein de l'EPCF, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement.

Sinistre

En cas de sinistre, le titulaire s'engage à avertir immédiatement le conservateur responsable de l'opération au sein de l'établissement et à lui confirmer sa déclaration par écrit dans les 24 heures par courrier recommandé avec accusé de réception.

Organisation

Fournitures

Le titulaire prend à sa charge tout le matériel et fournitures nécessaires à son activité de type fils, aiguilles, épingles, tissus de supports, , , velcro, ... Cette liste n'est pas exhaustive. Le détail de ces fournitures devra clairement apparaître dans les marchés subséquents.

Les fournitures spécifiques nécessaires à la parfaite exécution de la prestation (métrage d'étoffes de soie, toiles de coton, teintures spéciales, mannequins ou panneaux de polycarbonate notamment) feront l'objet d'un chiffrage lors de l'établissement du devis du marché subséquent).

Le stockage des matériaux, matériels et produits est soumis aux règlements de sécurité et aux consignes données par l'établissement public du château de Fontainebleau.

Documentation à disposition

Le titulaire du marché peut bénéficier, sur demande formulée auprès du conservateur chargé de l'objet sur lequel il intervient, d'un accès au dossier de l'œuvre. Le titulaire ne peut se prévaloir de la non-transmission des documents du dossier d'œuvre comme une contrainte supplémentaire à l'exécution de ses prestations et justifier un surcoût a posteriori de l'établissement des prix du marché.

Prescriptions techniques

Dans le cadre de ses interventions, le titulaire s'engage à n'utiliser que des matériels et des matériaux de première qualité, exempts de tout défaut pouvant mettre en cause leur stabilité, leur efficacité et l'aspect des œuvres après restauration.

Le titulaire s'engage à se conformer aux principes de la Charte de Venise sur la conservation-restauration et aux prescriptions de l'ICOM. Tous les produits utilisés ainsi que leur mise en œuvre et usage doivent être autant que possible stables, réversibles et adaptés à l'œuvre et à sa mise en valeur.

Les matériaux employés seront systématiquement inscrits dans le descriptif technique de chaque marché subséquent et présentés au conservateur chargé du suivi de la restauration. Ces éléments seront indiqués avec leurs fiches techniques dans le mémoire de restauration rédigé après l'intervention.

Nature des interventions

Entretien des collections

On entend par entretien des interventions courantes de dépoussiérage, de nettoyage, de consolidation ou de refixage assurant l'amélioration de l'état de présentation et la stabilisation de désordres évolutifs observés. Ces interventions, ponctuelles ou régulières, peuvent consister en :

- La rédaction de constats d'état individuels assortis de propositions d'interventions ;
- Le nettoyage, le dépoussiérage, éventuellement le lavage des objets. On privilégiera la micro-aspiration et/ou le gommage des textiles anciens lorsque ceux-ci le supportent. Dans ce cadre, le titulaire peut être invité à former les personnels de l'établissement intervenant au titre de l'entretien sur les collections.
- Des opérations ponctuelles de maintien et de consolidation en cas de perte de cohésion d'un tissu, de coutures ou relais ouverts.
- La pose de crêpeline ou de tulle à titre conservatoire sur des objets nécessitant une intervention fondamentale.
- La reprise de restaurations anciennes dans le but de supprimer les tensions et améliorer la conservation et l'aspect esthétique.
- Le montage et/ou démontage sur tout support défini par le conservateur responsable des collections pour le stockage ou l'exposition temporaire.
- L'encadrement ou désencadrement des œuvres planes.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Interventions de conservation-restauration

On entend par interventions de conservation-restauration des opérations plus approfondies que celles listées ci-dessus, visant à remédier à des désordres structurels ou à des accidents constatés. Ces opérations consistent essentiellement en :

- L'assistance à la rédaction de cahiers des charges pour des opérations de restauration fondamentale.
- La dépose ou la repose d'un décor textile complet (tenture murale, rideaux...) pour une intervention de doublage. Cette opération s'effectuera avec l'aide de la régie des œuvres et l'atelier de tapisserie du château.
- La remise en forme d'éléments textiles nécessitant un traitement spécifique, éventuellement un lavage et la réalisation éventuelle de supports adaptés.

- La consolidation complète de pièces textiles, comprenant le refixage, la teinture de supports, la réorganisation des fils rompus, la réorganisation d'une passementerie déstructurée, etc.
- La conception et la réalisation des supports nécessités par le stockage et/ou l'exposition des objets restaurés, tels que velcro, mannequins, supports de polycarbonates...

Cette liste n'est pas exhaustive.

ATTENTION : le conservateur responsable de la collection se réserve la possibilité d'organiser un marché spécifique dans le cas de restaurations pouvant faire appel à des techniques particulièrement complexes à mettre en œuvre ou pour des opérations affectant un volume important d'œuvres.

Rapport d'intervention

Toute opération menée dans le cadre du présent accord-cadre est assortie d'un rapport d'intervention comprenant l'analyse de l'objet et de ses désordres, un reportage photographique avant, pendant et après intervention, un relevé cartographique localisant les interventions, des échantillons de matériaux employés, la liste des produits utilisés, les éventuels prélèvements et analyses qui auront été réalisés et accompagneront le descriptif détaillé dans un texte de synthèse.

Les rapports d'intervention sont à remettre en deux exemplaires : un sous format papier avec les échantillons, un autre sous format numérique pour archivage électronique (fichier PDF).

Assurance

Le titulaire produit, dans le cadre d'une intervention nécessitant un transport et un séjour dans son propre atelier, la copie de sa police d'assurance couvrant la valeur déclarée de l'œuvre emportée.

Obligations du titulaire

Le titulaire doit respecter la déontologie de la conservation-restauration et le cadre légal qui s'applique pour toute intervention sur les œuvres des collections nationales, soit :

- *Code du patrimoine*, article L452-1 : « La restauration est réalisée par des spécialistes présentant des qualifications ou une expérience professionnelle définies par décret sous la responsabilité des professionnels mentionnés à l'article L. 442-8. »
- *Code du patrimoine*, article R452-10, modifié par décret n°2015-1469 du 13 novembre 2015, art. 33 (IV) : « Peuvent procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France :
1° Les personnes titulaires d'un diplôme français à finalité professionnelle dans le domaine de la restauration du patrimoine, délivré après cinq années de formation de l'enseignement supérieur spécialisée dans le même domaine, soit conférant le grade de master, soit répondant à des conditions définies par un arrêté du ministre chargé de la culture. Dans ce second cas, un arrêté du ministre chargé de la culture constate la conformité du diplôme à ces conditions ;

- 2° Les personnes dont les acquis de l'expérience en matière de restauration du patrimoine ont été validés dans les conditions prévues aux articles L. 335-5, L. 335-6, L. 613-3 et L. 613-4 du code de l'éducation ;
- 3° Les personnes titulaires d'un diplôme français à finalité professionnelle dans le domaine de la restauration du patrimoine, reconnaissant un niveau au moins équivalent à quatre années d'étude et à la fin d'un second cycle de l'enseignement supérieur, obtenu avant le 29 avril 2002 ;
- 4° Les personnes qui, entre le 28 avril 1997 et le 29 avril 2002, ont restauré des biens des musées ayant reçu ou ayant été susceptibles de recevoir l'appellation « musée de France » et qui ont été habilitées par le ministre chargé de la culture à assurer des opérations de restauration sur les biens des musées de France ;
- 5° Les fonctionnaires appartenant à des corps ayant vocation statutaire à assurer des travaux de restauration. »